

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 4 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LOGICOR

134 boulevard Haussmann
75008 Paris

Références : ud95-2023-0916
Code AIOT : 0006508502

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement LOGICOR implanté ZI PORTE OUEST Chemin de la basse Patelle 95220 Pierrelaye. L'inspection a été annoncée le 19/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGICOR
- ZI PORTE OUEST Chemin de la basse Patelle 95220 Pierrelaye
- Code AIOT : 0006508502
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Activité principale et chiffre(s)-clé(s)

L'entrepôt sis chemin de la Basse Patelle, sur la commune de Pierrelaye est exploité par la société LOGICOR depuis le 26/03/2015, date du courrier de notification de changement d'exploitant. Il est constitué de 4 cellules de stockage louées à plusieurs locataires, pour une superficie totale de 19 620 m².

Situation administrative

L'entrepôt a été initialement autorisé par un arrêté préfectoral du 9 août 2002. Or, dans le cadre des évolutions du site, l'exploitant a souhaité stocker des matières combustibles plastiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2662.a et 2663-2a. Un nouveau dossier d'autorisation a donc été déposé. Le site a été autorisé par un arrêté préfectoral du 4 mai 2006. Le dernier arrêté préfectoral du 18 juin 2014 a actualisé le classement du site, l'exploitant de l'époque, la société FEL souhaitant stocker des matelas pour des volumes relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2663-1.

La société LOGICOR exploite un entrepôt composé de 4 cellules. Elles sont occupées par 3 locataires différents :

- en cellule 1 : la société HOMARY qui stocke de l'équipement de maison et d'ameublement en masse ;
- en cellule 2 et 3 : la société FRANCE MED EXPRESS (environ 100 employés) qui stocke notamment de l'ameublement sur des palettiers ;
- en cellule 4 : la société DACHSER (environ 35 employés) qui stocke du matériel de sécurité incendie sur des palettiers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions d'exploitation
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative et modification du site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2 et article R.181-46 du code de l'environnement	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 15	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
4	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11	Sans objet
5	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
9	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Sans objet
10	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté 5 non-conformités, dont 4 pour lesquelles il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de revenir en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative et modification du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2 et article R.181-46 du code de l'environnement
Thème(s) : Actions nationales 2023, Situation administrative et modification du site
<p>Prescription contrôlée : <u>Point 1.2</u></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ; - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ; - la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les différents documents prévus par le présent arrêté. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Article R.181-46 du code de l'environnement

I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

[...]

Constats :

Une mezzanine a été installée dans la cellule 4 (DACHSER) en 2021. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du préfet par l'exploitant.

L'inspection a constaté que du sprinklage a été installé en dessous et au-dessus de la mezzanine et que celle-ci est équipée de moyens de lutte contre l'incendie. Elle est utilisée pour stocker notamment des cartons d'emballage et quelques pièces pour les RIA. Des équipements sous pression installés en 2018, selon l'exploitant, sont également présents sur cette mezzanine (compresseurs pour le bras mécanique).

Non-conformité n°1 : l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet la modification de ses installations contrairement à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ainsi, son dossier n'est pas tenu à jour conformément au point 1.2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter ce point dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Prescription contrôlée : I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
Constats : Sur demande de l'inspection en début de visite, l'exploitant a présenté l'état des stocks global du site ainsi que locataire par locataire. Celui-ci est daté du 2 novembre. L'exploitant a indiqué que le bureau d'étude B27 était venu sur site le 2 novembre afin de réaliser cet état des stocks à partir des documents fournis par les 3 locataires. L'inspection a questionné l'exploitant sur l'accessibilité de ces informations en heures non ouvrées. L'exploitant a indiqué qu'un état des stocks est difficilement réalisable avec les différents locataires. L'inspection a proposé la mise en place d'une boîte d'information à destination des services de secours sur site contenant l'état des stocks et les principaux plans en cas de sinistre. L'exploitant a indiqué qu'il subissait des dégradations et que cette boîte serait vandalisée. L'inspection constate que l'état des stocks du site n'est pas accessible à tout moment. L'inspection rappelle à l'exploitant que celui-ci doit être mis à jour a minima hebdomadairement.
Non-conformité n°2 : L'état des stocks du site n'est pas accessible à tout moment, contrairement à l'article 1.4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter ce point dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'état des stocks présenté reprend les grandes familles de produits entreposés et met en évidence les éléments les plus à risque (piles usagées, batterie de véhicule électrique sèche, etc.). Il est suffisamment synthétique afin de permettre une compréhension aisée par le grand public. L'exploitant ne stocke pas de matières dangereuses sur site pouvant occasionner un classement au titre de l'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.
La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...]
Constats : L'inspection a fait le tour extérieur du site et a questionné l'exploitant sur la gestion des eaux incendie. L'exploitant a indiqué que les quais de chargement peuvent confiner une partie des eaux d'extinction et qu'un bassin est installé sur l'emprise du site. L'inspection a constaté la présence de ce bassin qui semble fonctionnel. Une vanne d'isolement du site est située à côté de ce bassin. Néanmoins, la clé permettant d'actionner la vanne d'isolement est absente. L'exploitant a déclaré qu'il a subi des vols de matériel et qu'il a passé la commande pour en acheter une nouvelle. Par courriel du 23 novembre 2023, l'exploitant a transmis le bon de commande de la clé signé le 25/10/2023. La prescription contrôlée est vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. [...] La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, <ul style="list-style-type: none">- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :<ul style="list-style-type: none">- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.
Constats : Le stockage est réalisé en vrac dans la cellule 1 (société HOMARY) sur une hauteur d'environ 3 mètres maximum. Les îlots respectent les surfaces reprises dans la prescription ci-dessus. Des espaces suffisants sont laissés afin de circuler entre les rangs et d'accéder aux différents moyens de lutte contre l'incendie et issues de secours. L'inspection a constaté qu'un extincteur n'était pas accessible dans la cellule 1 à cause des conditions de stockage. Une observation est reprise en ce sens dans le point de contrôle n°6. Pour les cellules 2 et 3 (société FRANCE MED EXPRESS) et la cellule 4 (société DACHSER) le stockage est effectué en racks. L'inspection a constaté que les conditions de stockage respectent les prescriptions ci-dessus. L'exploitant stocke sur une hauteur environ égale à 10 mètres maximum. Par ailleurs, une mezzanine a été installée dans la cellule 4 depuis fin 2022 selon les déclarations de l'exploitant. L'inspection a constaté que les RIA positionnés sur celle-ci ont été vérifiés à partir de 2021 selon les étiquettes accolées sur ceux-ci. Ainsi, il apparaît que la mezzanine a été installée au plus tard en 2021. Celle-ci est utilisée pour stocker notamment des cartons d'emballage et quelques pièces pour les RIA. Des équipements sous pression installés en 2018, selon l'exploitant, sont également présents sur cette mezzanine (compresseurs pour le bras mécanique). Ces faits sont repris dans le point de contrôle n°1. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : Par courriel du 8 novembre 2023, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification de l'installation SSI réalisé du 7 au 12/03/2022 par la société CHUBB. Ce rapport met en évidence de nombreux dysfonctionnements : portes coupe-feu qui ne se ferment pas entre les cellules, batterie du SSI ancienne à remplacer, report d'alarme non trouvé par l'opérateur en charge du contrôle, détecteurs inaccessibles, etc. De plus, la dernière vérification périodique de la détection incendie date de plus d'un an. Lors de la visite, l'inspection a questionné l'exploitant sur ce point. L'exploitant a indiqué qu'il dispose d'un contrat de maintenance et de suivi avec la société CHUBB mais que par manque de personnel, cette société n'a pas pu venir à la date anniversaire. L'exploitant a indiqué que la prochaine vérification aurait lieu le 17 novembre 2023. L'inspection a demandé que le rapport de cette vérification lui soit transmis. Par courriel du 23 novembre 2023, l'exploitant a transmis le rapport de vérification du système de détection incendie daté du 17 novembre 2023 et réalisé par la société CHUBB. Le rapport conclut au bon fonctionnement des détecteurs mais indique que le système est « en dérangement » à cause de batteries trop anciennes. Non-conformité n°3 : le bon état de fonctionnement de la détection incendie n'est pas assuré contrairement à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. L'exploitant transmettra des justificatifs pour le remplacement des batteries.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises. - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage. [...]
Constats : <u>Pour les RIA (robinet incendie armé) :</u> Par courriel du 8 novembre 2023, l'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification des RIA réalisé le 06/03/2023 par la société AAI. Ce rapport ne met pas en évidence de non-conformité mais propose des améliorations. L'inspection a constaté par sondage que l'ensemble des RIA sont accessibles et vérifiés, à l'exception d'un RIA sur la mezzanine de la cellule 4. Par courriel du 23 novembre 2023, l'exploitant a transmis des photos indiquant que le contrôle de ce RIA a été réalisé le 06/03/2023 mais l'étiquette n'avait pas été complétée lors de la visite.

Pour le sprinklage :

Par courriel du 8 novembre 2023, l'exploitant a transmis les deux derniers rapports de vérification (Q1) de l'installation de sprinklage datant respectivement du 01/03/2023 et du 26/09/2023, et réalisés par la société AAI. Ces rapports mettent en évidence a minima un « Point de non-conformité avec risque de mise en échec ou système en situation d'échec ». Le rapport de septembre 2023 indique notamment la présence de matières incompatibles avec la protection de type ASFR du système d'extinction automatique, notamment des matelas et des batteries de véhicules électriques.

Lors de la visite, l'inspection a questionné l'exploitant sur ce point. L'exploitant a indiqué qu'un des locataires stocke des matelas qui pourraient retarder le déclenchement des têtes fusibles des sprinkler car le départ de feu serait moins violent. L'exploitant a indiqué qu'il réfléchit à des solutions pour résoudre ce problème. En l'état, la situation est non-conforme.

Non-conformité n°4 : Le bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie n'est pas assuré contrairement à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter ce point dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 15

Thème(s) : Actions nationales 2023, Installation électriques

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.

[...]

Constats :

Par courriel du 8 novembre 2023, l'exploitant a transmis les différents documents attestant des dernières vérifications périodiques des installations électriques des différentes cellules du site.

Pour la cellule 1 – locataire HOMARY :

La vérification périodique des installations électriques (Q18) a été réalisée par la société BUREAU VERITAS le 10/11/2022.

Le rapport de vérification conclut que l'installation électrique peut entraîner un risque d'incendie et d'explosion. Seule une vérification partielle de l'installation a été réalisée.

L'exploitant a transmis un devis validé avec la mention « bon pour accord » daté du 09/03/2023 auprès de la société PRANGE pour que le nécessaire soit réalisé pour lever l'ensemble des non-conformités relevées dans le rapport susmentionné.

La prescription contrôlée est respectée pour la cellule 1.

Pour les cellules 2 et 3 – locataire FRANCE MED EXPRESS :

La vérification périodique des installations électriques (Q18) a été réalisée par la société BUREAU VERITAS le 07/07/2021.

Seule une vérification partielle de l'installation a été réalisée.

Une inscription manuscrite, non datée, du gestionnaire du bâtiment indique que l'ensemble des non-conformités ont fait l'objet d'une levée des réserves.

De plus, la dernière vérification **date de plus de deux ans**.

L'inspection a questionné l'exploitant sur sa méthode de suivi des non-conformités, celui-ci a indiqué que le suivi des installations électriques était réalisé par les locataires.

Ce point est non-conforme.

Non-conformité n°5 : Le bon état des installations électriques n'est pas assuré pour les cellules 2 et 3 contrairement à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Il est proposé à Monsieur le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter ce point dans un délai de 3 mois.

Pour la cellule 4 – locataire DACHSER :

La vérification périodique des installations électriques (Q18) a été réalisée par la société DEKRA le 05/05/2023.

Ce rapport conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner un risque d'incendie et d'explosion. Une vérification complète de l'installation a été réalisée.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none">– les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;– l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;– les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;– la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;– les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;– les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;– le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;– la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;– la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;– les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;– les mesures particulières prévues au point 22. Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.
Constats : A la date de l'inspection, ce point n'est pas applicable à l'installation contrôlée. Il le sera à partir du 1er janvier 2024. De ce fait, l'inspection a uniquement échangé avec l'exploitant sur l'avancement de son plan de défense incendie. L'exploitant a présenté le document de travail qui est en cours de finalisation. L'inspection a parcouru le document et n'a pas formulé de remarque sur celui-ci.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage les hypothèses de modélisation des flux thermiques pour l'ensemble des cellules, les hypothèses sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- stockage de palette type 1510 ;- hauteur maximum de stockage 10m ;- zone de préparation de 15m ;- tous les murs REI 120, sauf la façade de quai qui est équipée d'un bardage double peau ;- 9 double-racks par cellule. <p>Les modélisations FLUMILOG transmises par l'exploitant mettent en évidence que les flux de 8 kW/m², correspondant à des effets létaux significatifs, restent confinés à l'intérieur des limites de site. En revanche, des flux de 5 kW/m², correspondant à des effets létaux, sortent des limites du site à l'Est et impactent le site voisin sur une bande de quelques mètres de large.</p> <p>De ce fait, et conformément à la circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 04/05/2007 relative au porter à connaissance « risques technologiques », un porter à connaissance des risques technologiques à destination de la direction départementale des territoires du Val d'Oise sera rédigé pour informer la commune de Pierrelaye des risques existants.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite